

# Un pacte de rassemblement pour une Région citoyenne, solidaire et écologiste

Une crise violente frappe les hommes et les femmes de notre pays et de notre région. Crise sociale, avec la montée du chômage, des inégalités, de la pauvreté, de la précarité... Crise démocratique, avec la montée du rejet de la politique, des divisions populaires et des racismes, mais aussi avec la réduction des ambitions éducatives et culturelles... Crise écologique avec un défi climatique de plus en plus criant, qui se fracasse sur l'absence de volonté politique et les appétits des faiseurs de dividendes. Crise du sens, du commun, de l'imaginaire, des perspectives...

Face à cela, moins de 3 ans après l'élection de François Hollande, le bilan est catastrophique. Le Président et ses gouvernements ont tourné le dos à leurs engagements. Plutôt que de se donner les moyens de répondre aux besoins des Français, ils servent les intérêts du MEDEF et des marchés financiers. Pour quels résultats ? Alors que les dividendes versés aux actionnaires et les profits bancaires augmentent, nous assistons à une aggravation de la situation économique et à une régression sociale toujours plus étendue. Les politiques d'austérité provoquent partout en Europe des dégâts insupportables, réduisant la capacité de l'action publique, attaquant l'intérêt général, les biens communs et les droits.

Face à cela, le doute et le désarroi s'installent, parfois c'est la colère qui gagne et pousse celles et ceux qui avaient le plus espéré à désertier le chemin des urnes.

Face à ce sentiment d'impuissance qui grandit, nous faisons le pari du progrès humain contre le tout financier car nous croyons aux valeurs d'égalité, de justice, de solidarité et de fraternité.

A plusieurs reprises, les citoyens ont fait la démonstration par leur mobilisation et par leur vote que ce n'était pas les sondages ou les instituts d'opinions qui décidaient pour eux.

Nous refusons le scénario d'une majorité régionale dominée par l'extrême droite et/ou par la droite extrême, qui signerait la fin des politiques que la région peut mener, avec l'engagement déterminé des élus Front de gauche, en faveur des jeunes, des femmes, de l'emploi, des services publics. L'action du Groupe Front de Gauche à l'assemblée régionale est reconnue ; son bilan répond aux batailles menées avec les citoyennes et les citoyens durant la campagne électorale : gratuité des transports régionaux pour les jeunes de leur domicile à leur lieu de travail grâce à la carte Zou, tarification sociale pour les chômeurs et les précaires, Pass Santé, tarification sociale dans la restauration scolaire pour les familles bénéficiant de l'allocation de rentrée, bonification des aides aux collectivités respectant la loi SRU et création d'un fond pour le logement des jeunes, création de l'établissement public régional de l'eau, soutien à l'activité industrielle chez Fralib ou à la poursuite de Nice-Matin...

Selon la réforme territoriale en cours, les Régions sont les acteurs-clés du développement économique, coordonnant toutes les actions en faveur de l'économie. Du lycée à la formation professionnelle les Régions accompagnent les jeunes tout au long de leur vie. Elles ont la responsabilité des politiques en matière de transports TER et disposent de l'autorité de gestion des fonds Européens. Par ailleurs la Région tend à devenir l'échelon administratif privilégié pour la Santé (ARS) et peut-être, à terme, pour l'éducation.

Nous dénonçons cette réforme territoriale qui va restreindre l'intervention citoyenne et le champ de la démocratie pour faire des régions des instruments au service de la concurrence libre et non faussée et des politiques d'austérité. Ainsi, nous refuserons de faire de la Région une courroie de transmission des directives d'un gouvernement qui mène une politique indéfendable et insupportable. Au contraire, il y a besoin d'une réforme institutionnelle qui renforce les pratiques de démocratie et le service public garant de l'intérêt général. Nous sommes décidés à agir quel que soit le cadre institutionnel défini pour les mettre au service des besoins de la population et d'un nouveau mode de développement social et écologique. Ainsi, nous entendons faire de la région un acteur politique majeur, qui refuse de renoncer à la clause de compétence générale et de rester dans un périmètre prédéfini en dehors de la souveraineté populaire. Et qui s'engage dans des logiques de coopération et de respect à l'égard des autres collectivités du territoire ou voisines.

**C'est pourquoi, notre ambition est d'œuvrer, avec les forces du Front de gauche, avec les forces de gauche disponibles, à la constitution d'un large rassemblement de femmes et d'hommes, de forces sociales, politiques, associatives pour faire émerger le projet d'une Région solidaire, citoyenne et écologique, refusant de s'engager sur la voie libérale, un projet de gauche. Le projet d'une gauche qui ne renonce pas et s'attache à construire concrètement un nouvel espoir.**

De nombreuses forces, de nombreux hommes et femmes peuvent se rassembler sur une telle dynamique, seule capable de porter une alternative aux vellétés de conquête de la droite et de l'extrême droite. Notre conviction est renforcée par les résultats du Front de Gauche aux élections départementales, qui ont validé sa volonté d'élargissement et son ambition de vouloir reconstruire la Gauche. Nous voulons faire grandir le débat sur les solutions, construire une issue politique pour notre région.

Aussi, les communistes de Provence-Alpes-Côte d'Azur prennent l'initiative. Ils lancent un appel à un large rassemblement sur un projet clair pour notre région, à toutes les forces de gauche, à tous les acteurs et actrices du mouvement social, associatif, culturel, sportif, à tous les citoyens et citoyennes qui veulent battre la droite et l'extrême droite, résister aux politiques d'austérité, avec l'ambition de porter à la Région une politique de gauche offensive. Pour cela, ils mettent en débat les grands axes qui doivent à leurs yeux en constituer la charpente et ils appellent à un débat citoyen dans toute la région, pour définir un pacte de rassemblement pour une région citoyenne, solidaire et écologique.

# Les grands axes pour un pacte régional



## Pour contrer l'austérité, chercher la prospérité

**Les politiques d'austérité agissent comme un accélérateur de la crise. Elles font payer à la population les profits des banquiers et des actionnaires.**

- Nous proposons de contester par tous les moyens politiques et juridiques les non-compensations de charges transférées et les baisses de dotations, d'exiger de l'Etat l'argent qu'il doit à la Région et la réalisation effective de ses engagements dans le contrat de plan inachevé.
- Nous proposons de recourir à l'emprunt populaire pour financer les grandes infrastructures et de demander à l'Etat l'octroi d'une ressource fiscale propre applicable aux richesses accaparées par les multinationales.
- L'élaboration du budget régional se fera en lien avec les acteurs locaux (associations, syndicats, élus, citoyens) grâce à des conférences budgétaires départementales. Pour ce travail d'élaboration du projet régional, nous devons porter nos propositions pour une réforme de la fiscalité et des finances publiques.



## Agir pour l'emploi

**La bataille contre le chômage, pour des emplois stables et bien rémunérés est une urgence.**

- Contrairement à ceux qui veulent faire de la région un guichet pour les multinationales, nous proposons de ne plus être simplement des financeurs de dossiers (économiques, agricoles ou industriels) mais des partenaires à la définition des projets et à leurs réalisations. Nous voulons faire entrer dans les critères d'attribution des financements, des obligations en termes de création et de qualité d'emploi, de dialogue social, et des prescriptions environnementales pour lesquelles la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la maîtrise des rejets dans le milieu naturel devront être des indicateurs.

- Nous refuserons d'indexer nos politiques économiques sur les orientations libérales des gouvernements, qui n'ont de cesse que de distribuer l'argent public au patronat tandis que la contribution des salariés augmente pour un service de plus en plus dégradé.
- Une commission dite « du bien vivre » sera créée pour évaluer les projets à l'aune de ces nouveaux critères que sont les dimensions sociales et humaines et la protection des milieux. C'est ainsi que seront gérés les fonds européens mais aussi les budgets du Contrat de plan, etc.
- Nous proposons d'engager un grand plan pour une ambition industrielle durable, permettant de mettre un coup d'arrêt à la casse de l'emploi industriel dans notre Région, en développant des solidarités de filière, des coopérations, des plans de formation professionnelle, et en suscitant des projets utiles à répondre aux besoins humains à partir des savoir-faire locaux. Les ports industriels de notre région en seront des instruments majeurs.
- Nous proposerons une nouvelle étape du développement de l'économie sociale et solidaire sur notre territoire, en lien avec les acteurs du secteur, les organisations syndicales et les collectivités.



## **Agir contre les discriminations et pour l'égalité des droits**

**De nombreuses fractures et divisions minent la société dans notre Région. Elles sont alimentées en permanence par des discours discriminants, amalgamants, et trop souvent xénophobes de la droite et de l'extrême droite.**

- Nous proposons d'agir pour l'égalité des droits hommes-femmes, lutter contre les racismes et faire reculer toutes les discriminations qu'elles soient liées au sexe, à l'orientation sexuelle, à l'origine, à la religion ou au handicap.
- Avec les entreprises travaillant avec la Région et celles recevant des fonds régionaux, nous proposons l'élaboration d'une « Charte de l'égalité professionnelle »
- Nous proposons de faciliter avec des moyens spécifiques dans les lycées, les initiatives des enseignant-e-s et des élèves ainsi que l'intervention des associations dans les établissements ; nous voulons mettre en place un dispositif de parrainage ou de tutorat pour aider les jeunes dans leurs recherches de stages.
- Nous proposons de faire de la Région un acteur incontournable jouant un rôle de vigie et de prescripteur pour le développement des services publics sur le territoire, notamment dans les quartiers populaires et les territoires ruraux. Sur la question de la santé, la région devra se placer en interlocuteur de l'ARS et des autres collectivités afin d'agir pour contrer les politiques de réduction des structures et de l'accès aux soins et de favoriser l'hôpital public comme les centres de santé.



## **Aménager notre territoire en favorisant la transition écologique et énergétique**

**La Région a un rôle d'aménageur du territoire. Elle doit donc défendre et œuvrer au développement des services publics nationaux et locaux afin de déployer des politiques aux services des populations et des territoires. Elle doit et peut lutter contre les inégalités territoriales, que la réforme territoriale risque de renforcer. Elle doit le faire en intégrant au cœur de son projet de développement la transition écologique et énergétique indispensable.**

- Nous proposons de renforcer la politique en faveur des transports collectifs intégrant la poursuite des investissements sur le réseau ferré (SNCF, CP) et l'exigence du désenclavement des Alpes-Maritimes. Nous proposons également d'engager une nouvelle étape pour les salariés, dans la gratuité des TER.
- Nous proposons de développer de façon décuplée une politique d'acquisition foncière permettant la réalisation d'un parc locatif public pour l'accès pour tous au logement mais aussi la réalisation des équipements d'intérêt régional (lycées, formation professionnelle, centres de santé, maison des services publics).
- Nous proposons de prêter une attention aiguë à l'agriculture et à la pêche comme des éléments structurants pour l'économie du territoire et indispensable à mieux répondre aux besoins humains de la population.
- Nous proposons que la Région poursuive ses efforts en faveur de la gestion publique de l'eau, bien commun.
- Nous proposons la création d'un fonds d'intervention pour l'économie, l'industrie et l'agriculture pour le financement de projets s'inscrivant dans une autre logique de développement, notamment autour de l'économie circulaire dans tous les domaines et en faveur d'une maîtrise publique de l'énergie.



## **L'éducation, la formation et la culture au cœur d'un projet régional**

**La culture est une nourriture indispensable aux êtres humains. Outil de leur émancipation, ferment du combat contre tous les obscurantismes elle ne saurait être rangée en périphérie des politiques publiques.**

- Nous proposons d'en faire une priorité de l'action régionale en reprenant le fil des deux premiers mandats de la gauche qui en avait un axe majeur, notamment en direction de la jeunesse ; Nous garantirons les moyens régionaux nécessaires tant en terme d'aide à la création qu'en termes de démocratie culturelle dans les lycées, les territoires urbains et ruraux mais aussi les entreprises. Nous favoriserons l'expression de la diversité des cultures présentes dans notre région et soutiendrons l'emploi et la formation artistique et culturelle. Nous mettrons en place une Conférence régionale de l'art, de la culture et de l'éducation populaire pour définir avec les acteurs la politique régionale.
- Nous proposons de renforcer l'action régionale en faveur des lycées, afin de proposer aux jeunes les meilleures conditions d'apprentissage et de vie, en mettant l'accent sur l'accès à la culture et aux pratiques sportives.
- Nous proposons le développement d'un service public de la formation professionnelle et de l'apprentissage qui permettent clairement une relation entre économie, emploi et formation, au service des personnes formées, de leurs projets professionnels, et du développement équilibré du territoire.  
Pour ce faire, les contenus de formation doivent permettre une formation professionnelle qualifiante mais nécessitent également de donner les bases d'une éventuelle évolution professionnelle.
- Nous proposons que la Région soit un territoire de recherche scientifique, de développement et de partage des connaissances, dans une grande ambition émancipatrice pour les citoyens et les forces sociales.



## La démocratie comme but et moyen

### Face à la crise démocratique, il faut revoir la matrice et faire de la Région un haut lieu de l'intervention citoyenne.

- Nous proposons que la Région fasse priorité de donner aux habitants la possibilité de participer à la définition des choix, des actions mais aussi à leur mise en œuvre. Attachée à une pratique collective et permanente de la démocratie, elle devra développer les actions de démocratie participative dans tous les domaines où elle intervient.
- La Région aura à réinventer sa place dans le concert institutionnel. Nous proposons que la Région soit la collectivité de la coopération, qui travaille avec l'ensemble des territoires dans le respect des compétences des autres collectivités pour construire ses projets d'une part et joue un rôle d'interpellation fort à l'égard de l'Etat et de l'Europe.
- Nous proposons de créer un droit citoyen à l'interpellation de l'assemblée régionale sur des sujets d'intérêt régional.
- Nous proposons qu'elle place sa gestion sous contrôle citoyen avec la création d'un observatoire des marchés publics couvrant l'ensemble des politiques régionales et une commission de contrôle de l'utilisation des fonds publics.
- La région PACA, région méditerranéenne, doit inscrire résolument son action dans une visée internationale de coopération avec ses voisins plutôt que de concurrence et développer des dynamiques communes avec les autres rives de la Méditerranée. Elle doit aussi participer à la solidarité, notamment humanitaire, mais aussi sur de grands projets.

---

**Ce texte est issu des travaux de la Conférence Régionale du PCF  
du 12 mai 2015.**

***Il a vocation à être rendu public et présenté comme une première contribution des communistes au débat des élections régionales, accompagné de multiples rencontres avec les forces sociales, politiques, citoyennes, syndicales de nos différents départements. Il se veut un premier outil coopératif pour éclairer les débats et amorcer l'écriture d'un pacte de rassemblement pour une Région citoyenne, solidaire et écologique.***